



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES
Direction des Affaires Juridiques

DECLARATION DU CANDIDAT INDIVIDUEL

DC2

A - Identification de l'acheteur

COMMUNE DE MONTAGNAC - MONTPEZAT

B - Objet de la consultation

Autorisation d'Occupation Temporaire (AOT) du domaine public permettant de mettre à disposition de son bénéficiaire une partie des berges du domaine public hydroélectrique des retenues de Quinson – Lac de Montpezat.

C - Identification du candidat individuel ou du membre du groupement

C1 - Cas général :

■ Nom commercial et dénomination sociale de l'unité ou de l'établissement qui exécutera la prestation, adresses postale et du siège social (si elle est différente de l'adresse postale), adresse électronique, numéros de téléphone et de télécopie, numéro SIRET :

■ Forme juridique du candidat individuel ou du membre du groupement (entreprise individuelle, SA, SARL, EURL, association, établissement public, etc.) :

- Personne(s) physique(s) ayant le pouvoir d'engager le candidat individuel ou le membre du groupement : *(indiquer le nom, prénom et la qualité de chaque personne. Joindre en annexe un justificatif prouvant l'habilitation à engager le candidat.)*

C2 - Cas particuliers :

Statut du candidat individuel ou du membre du groupement	
1. <input type="checkbox"/> Entreprise adaptée (article L. 5213-13 du code du travail) ou structures équivalentes	<p>Le contrat d'objectif valant agrément ou un certificat administratif portant reconnaissance du statut d'entreprise adaptée délivré par la direction régionale chargée de l'emploi et de la formation professionnelle ou de structure équivalente sera à produire.</p> <p>Le cas échéant, indiquer l'adresse internet à laquelle ce document est accessible directement et gratuitement, ainsi que l'ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Adresse internet : - Renseignements nécessaires pour y accéder :
2. <input type="checkbox"/> Etablissement et service d'aide par le travail (article L. 344-2 et s. du code de l'action sociale et des familles) ou structures équivalentes	<p>Indiquer ci-dessous la date de publication au recueil des actes administratifs de l'arrêté préfectoral portant autorisation de création :</p> <p>Lorsqu'il n'y a pas eu de publication de l'arrêté au recueil des actes administratifs, la preuve de la reconnaissance du statut d'établissement ou de service d'aide par le travail ou de structure équivalente sera à produire.</p> <p>Le cas échéant, indiquer l'adresse internet à laquelle cette preuve est accessible directement et gratuitement, ainsi que l'ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Adresse internet : - Renseignements nécessaires pour y accéder :
3. <input type="checkbox"/> Société coopérative ouvrière de production (SCOP)	<p>Indiquer ci-dessous la date de publication au Journal officiel de la liste mentionnant la SCOP candidate, ou produire une attestation délivrée par les directions régionales chargées du travail :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Adresse internet : - Renseignements nécessaires pour y accéder :
4. <input type="checkbox"/> Groupement de producteurs agricoles	<p>Indiquer ci-dessous les références de publication au journal officiel de l'arrêté du ministère chargé de l'agriculture reconnaissant la qualité d'organisation de producteurs du candidat.</p> <p>Pour les candidats européens, produire la liste établie par le ministre chargé de l'agriculture mentionnant le candidat.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Adresse internet : - Renseignements nécessaires pour y accéder :

5. <input type="checkbox"/> Artisan ou entreprise artisanale	<p>Indiquer ci-dessous le numéro d'inscription au registre des métiers et produire un extrait du registre des métiers délivré par les chambres des métiers.</p> <p>- Adresse internet :</p> <p>- Renseignements nécessaires pour y accéder :</p>
6. <input type="checkbox"/> Société coopérative d'artisans	<p>Indiquer ci-dessous le numéro d'inscription au registre des métiers et produire un extrait du registre des métiers délivré par les chambres des métiers.</p> <p>- Adresse internet :</p> <p>- Renseignements nécessaires pour y accéder :</p>
7. <input type="checkbox"/> Société coopérative d'artistes	<p>Indiquer ci-dessous le numéro d'immatriculation au Centre de Formalités des entreprises, ainsi que la date de publication au Journal Officiel de la liste mentionnant le candidat.</p> <p>- Adresse internet :</p> <p>- Renseignements nécessaires pour y accéder :</p>
8. <input type="checkbox"/> Autres : A préciser	

D - Renseignements relatifs à la situation financière du candidat individuel ou du membre du groupement

D1 - Chiffres d'affaires hors taxes des trois derniers exercices disponibles :

	Exercice du au	Exercice du au	Exercice du au
Chiffre d'affaires global			
Part du chiffre d'affaires concernant les fournitures, services, ou travaux objet du marché	%	%	%

Lorsque les informations sur le chiffre d'affaires ne sont pas disponibles pour la totalité de la période demandée, indication de la date à laquelle l'opérateur économique a été créé ou a commencé son activité :

...../...../.....

D2 – Le candidat fait-il l'objet d'une procédure de redressement judiciaire ou d'une procédure étrangère équivalente ?

(Cocher la case correspondante.)

- ☐ NON
☐ OUI (dans l'affirmative, joindre la copie du jugement correspondant.)

E – Capacité des opérateurs économiques sur lesquels le candidat individuel ou du membre du groupement s'appuie pour présenter sa candidature.

Désignation du (des) opérateurs (s) :

(Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale de chaque opérateur économique, les adresses de son établissement et de son siège (si elle est différente de l'adresse de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie, son numéro SURET.)

G – Récapitulatif des pièces à fournir à l'appui de la candidature

Récapitulatif des pièces demandées par le pouvoir adjudicateur qui doivent être fournies, en annexe du présent document, par le candidat individuel ou le membre du groupement pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières :

- Un **descriptif détaillé de la structure** candidate, avec, notamment, ses statuts, comme les moyens financiers, techniques et humains mobilisés dans la cadre de la candidature ;
- Les **références acquises par le candidat** au cours des trois derniers exercices dans le domaine du projet portant la candidature ;
- Les **attestations de capacité professionnelles** éventuelles et les **diplômes** du dirigeant et de ses personnels.